

Activité 361- Les politiques de soutien à la demande pour lutter contre le chômage

Présentation des politiques de soutien à la demande pour lutter contre le chômage

Compléter le tableau à partir des documents et de vos connaissances sur les causes du chômage

Déterminant essentiel du chômage selon les keynésiens	
Chômage conjoncturel/structurel	
Quelle politique pour lutter contre le chômage ?	
Quelles mesures pour lutter contre le chômage ?	
Quels mécanismes sont attendus ?	
Quelles mesures ne faut-il pas prendre . ?	
Sur quel type de chômage cette politique n'a pas d'effet	
Pour quelles raisons ?	
A quelles difficultés se heurte ces politiques?	

Document 1

Soutenir l'investissement et la consommation afin d'obtenir une croissance riche en emplois est à l'origine une proposition théorique de l'économiste John Maynard Keynes. Pour agir contre un chômage conjoncturel, ce dernier propose de cibler les déterminants de la décision des entrepreneurs, qui sont responsables du volume d'emploi offert sur le marché du travail.

Les entrepreneurs élaborent leurs décisions d'embauche sur une base comptable (confrontation des recettes attendues avec les coûts de production), mais également à partir des anticipations sur l'état de la conjoncture, en observant les comportements de leurs concurrents ou encore en se fiant à leur instinct. (...).

Les solutions au chômage conjoncturel passent par un soutien à la demande anticipée par les entrepreneurs, qui peut prendre deux formes :

- Un soutien à l'investissement, soit par une intervention directe des autorités publiques (par exemple des grands travaux), soit par une politique de baisse des taux d'intérêt (qui augmente l'efficacité marginale du capital ou le rendement attendu de l'investissement). La diminution des taux d'intérêt ou la commande publique rendent l'investissement plus rentable et sont une incitation pour l'entrepreneur à produire plus, donc à embaucher plus.

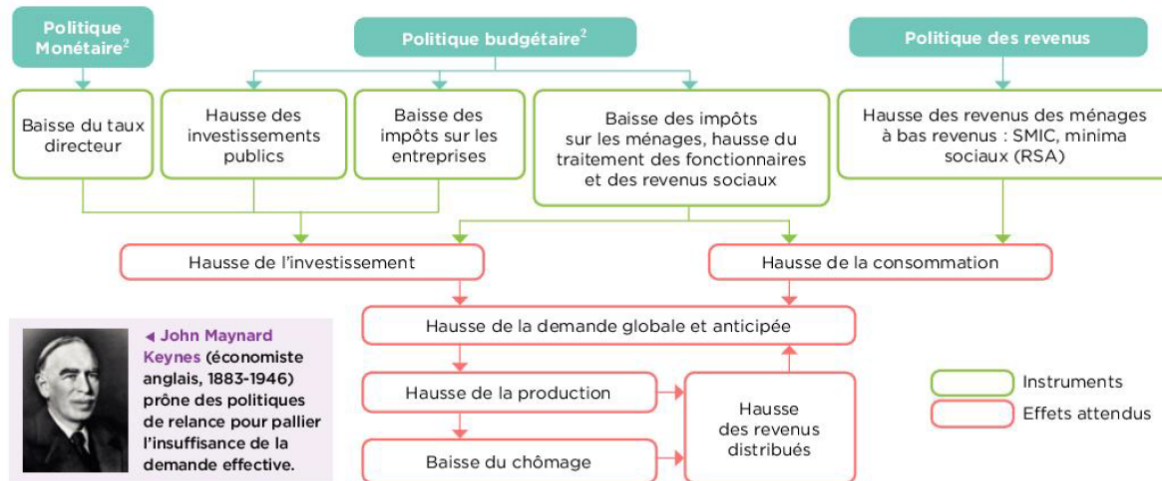
- Une action sur la consommation, par le biais d'une politique fiscale et/ou de soutien aux revenus des consommateurs. Là encore, ces revenus agissent positivement sur la rentabilité de l'investissement et poussent l'entrepreneur à accroître ses capacités de production, donc à embaucher.

Agir sur le coût du travail n'est pas une solution optimale dans l'optique d'une relance de la demande. La diminution des salaires nominaux entraîne une réaction négative des travailleurs, qui s'opposent s'ils le peuvent à cette baisse (rigidité à la baisse des salaires). (...)

Une politique de soutien à la demande globale se traduit également par un soutien direct à la consommation ou à l'investissement des entreprises, par exemple en procédant à des commandes publiques. Enfin, elle peut consister à agir directement dans l'économie, par exemple en créant des entreprises publiques qui investissent et embauchent en lieu et place des entreprises privées, ou encore sous la forme d'emplois publics. Par ailleurs, toute intervention de l'Etat-Providence dans le sens d'un maintien de la consommation peut être assimilé à une solution keynésienne au chômage : ainsi, maintenir ou augmenter l'allocation versée aux chômeurs permet à ces derniers de continuer de consommer et contribue à la stabilité des anticipations des entrepreneurs.

Source : Collège de France

Document 2 : les politiques de soutien de la demande : instruments et effets attendus



1. La politique de relance est dite aussi politique expansive.

2. La politique monétaire est menée par la Banque centrale au moyen du taux directeur. La politique budgétaire est menée par l'État grâce aux dépenses et recettes publiques. Ces politiques conjoncturelles visent à réguler l'activité économique (rythme de la croissance, chômage, inflation, solde extérieur) à court terme.

Source : Magnard

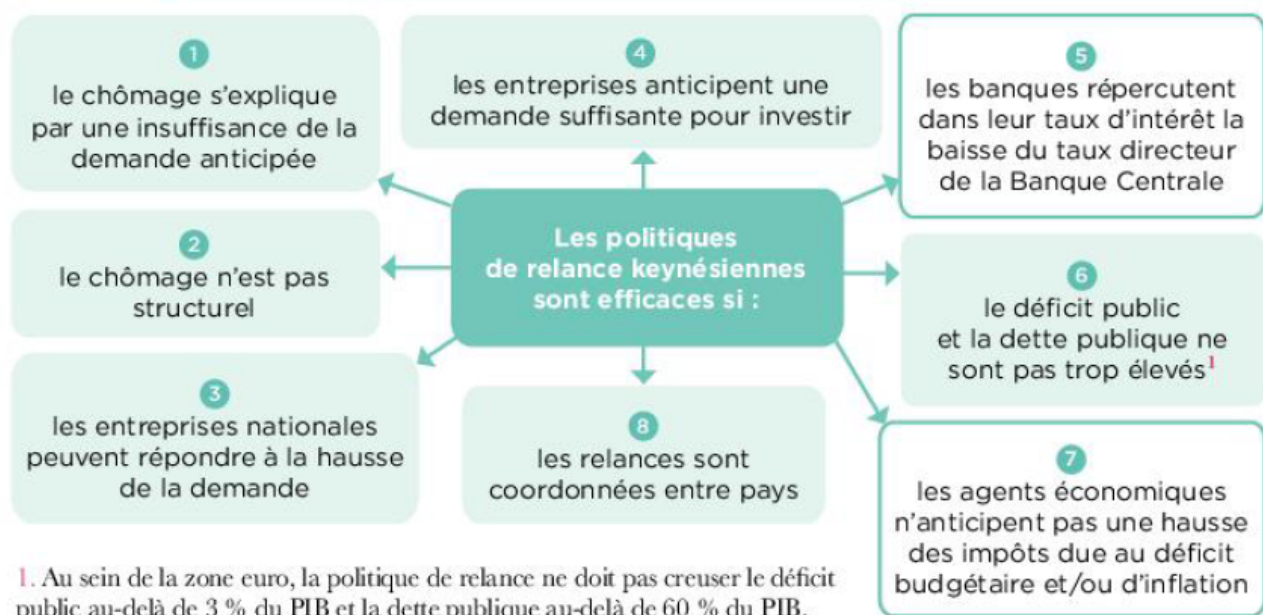
Document 3

Dans un contexte d'ouverture croissante des économies, une politique de relance budgétaire risque de favoriser les entreprises étrangères au détriment des entreprises nationales. Le soutien de la demande se traduit alors par une augmentation des biens et services importés et un déséquilibre de la balance commerciale. Le mode de financement du déficit budgétaire peut également poser problème. Si le déficit budgétaire est financé par un recours à la création monétaire, il peut provoquer de l'inflation. Si le déficit budgétaire est financé grâce à des emprunts auprès des agents économiques, il risque de créer un effet d'éviction, c'est-à-dire conduire à un déplacement trop important des ressources d'épargne disponibles vers l'État au détriment des autres agents économiques.

Une autre limite de la politique budgétaire qui est liée au financement du déficit budgétaire concerne l'augmentation de la dette publique. Une dette importante implique en effet le versement d'intérêts considérables. Cette dépense due à la charge des intérêts aggrave le déficit, ce qui conduit à un nouvel endettement public et peut entraîner une hausse des taux d'intérêt. C'est ce que l'on appelle le cercle vicieux de la dette.

Source : <https://www.vie-publique.fr/fiches/270251-quest-ce-quune-politique-budgetaire>

Document 4 : Les conditions d'efficacité des politiques de soutien à la demande



1. Au sein de la zone euro, la politique de relance ne doit pas creuser le déficit public au-delà de 3 % du PIB et la dette publique au-delà de 60 % du PIB.

Source : Magnard

La politique de relance de Biden

Compléter le tableau à partir des documents

Déterminant essentiel du chômage	
Chômage conjoncturel/structurel	
Quelles mesures ont été prises ?	
Effets positifs de cette politique	-
Effets négatifs de cette politique	

Document 1

Joe Biden signera, vendredi 12 mars à la Maison Blanche, son plan de relance de 1 900 milliards de dollars (1 590 milliards d'euros) promis pendant la campagne électorale de 2020. La loi, qui prévoit de dépenser 8,5 % du produit intérieur brut (PIB) américain, a été adoptée définitivement par la Chambre des représentants, mercredi 10 mars.

Ce plan prévoit d'envoyer un chèque de 1 400 dollars à chaque Américain gagnant moins de 75 000 dollars par an. Il prolonge jusqu'en septembre une allocation-chômage fédérale hebdomadaire de 300 dollars, décide d'une série d'aides sociales, à la vaccination et à la réouverture des écoles.(...)

Le plan va chauffer à blanc l'économie américaine, déjà en fort rebond : elle devrait croître de 5,6 % en 2021, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui a relevé de 1,4 point ses prévisions de décembre 2020. Cette reprise est aussi due au succès de la campagne de vaccination contre le Covid-19 – à ce jour, 18,4 % de la population a reçu au moins une injection – tandis que le nombre des contaminations s'est divisé par quatre depuis le pic de début janvier.

Le feu d'artifice de dollars devrait aussi doper d'un demi-point la croissance en Europe, au Japon et en Chine, autant de pays qui s'empresseront de vendre leurs produits à des ménages américains au pouvoir d'achat dopé. Celui-ci avait déjà augmenté de 10 % en janvier en raison de l'entrée en vigueur des dernières mesures de l'ère Trump. L'affaire devrait entraîner un accroissement du déficit commercial des Etats-Unis.(...)

La mesure est populaire – qui refuserait un chèque ? – mais elle suscite les vives inquiétudes d'économistes, y compris les keynésiens de renom Larry Summers et Olivier Blanchard qui craignent une résurgence de l'inflation. Cette peur a déjà fait remonter les taux d'intérêt à dix ans au-delà de 1,5 %, provoquant récemment une minicorrection des valeurs technologiques en Bourse. (...)

Dernier volet, les aides aux collectivités locales. Le plan prévoit d'accompagner la réouverture des écoles (176 milliards de dollars) mais aussi de soutenir les Etats à hauteur de 360 milliards de dollars.

Source : Arnaud Leparmentier , Etats-Unis : le plan Biden, succès politique et risque économique, Le Monde 11/03/2021

Document 2

Taux de chômage depuis 2010

Pourcentage de la population active américaine sans emploi



Inflation aux États-Unis

« Indice des prix à la consommation pour tous les consommateurs urbains, variation en % par rapport à l'année précédente »

